

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

MARDI  
2

DÉCEMBRE  
1975

N° 49  
1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

*journée d'action  
du 2 décembre*

## SE RASSEMBLER AUTOUR DES USINES EN LUTTE

2 décembre : plus de 20 branches d'industries et secteurs professionnels sont en action (débrayages, manifestations...) autour de plusieurs grèves d'ampleur nationale (Cheminots, Mineurs de fer, Services Publics et de Santé, personnels de la ville de Paris qui refusent un nouveau statut, Construction), à l'appel de la CGT et de la CFDT.

— UNE JOURNÉE « POUR IMPOSER DES NÉGOCIATIONS RÉELLES »...

• C'est ce que souhaitent les directions confédérales entre les mains du P«C»F et de la social-démocratie, livrant ainsi la clef des journées d'action à répétition, dont la mécanique est en route depuis le 23 septembre.

• C'est la moindre des choses en effet, que de reconnaître qu'aujourd'hui, pour les travailleurs, « la coupe est pleine ! ». Tout autre est de sanctionner la volonté ouvrière, de porter un coup à la politique de crise de la bourgeoisie, porteuses de chômage et de misère, en rassemblant les forces du prolétariat et des autres travailleurs sur un objectif clairement anti-capitaliste... Cette voie de lutte de classe est délibérément évacuée par les réformistes et les faux communistes :

- pour eux, il s'agit purement et simplement de manifester « en direction des pouvoirs publics », de « faire entendre la voix des salariés » et « multiplier les initiatives »... « en direction du Parlement ! »

- dans leur sens, tous les efforts des travailleurs doivent viser « l'ouverture des négociations immédiates et réelles » pour « avancer » l'attribution de la retraite à 60 ans...

Tout ceci s'inscrit dans une tactique inspirée par le P«C»F en appui à son activité parlementaire, cherchant à mettre en difficulté le Gouvernement, à la recherche d'un nouveau Grenelle : « faute de discuter à froid, il faudra bien un jour le faire à chaud », fait entendre l'« Humanité » d'hier. Aussi n'y a-t-il là rien d'enthousiasmant pour les travailleurs, pour le moins !

— ... OU UN PAS DANS LA CONSTRUCTION DU MOUVEMENT D'ENSEMBLE ?

• Le 2 décembre, les camarades de Paris-Rhône en grève proposent de rassembler les travailleurs de leur ville autour de cette lutte menée résolument, malgré les attaques patronales et les sabotages perpétrés de l'intérieur du mouvement syndical par les faux communistes ; c'est bien sur leur revendication d'augmentation uniforme de salaires et sur celle de lutte contre le chômage partiel des travailleurs de la Chimie, que peut s'ordonner la manifestation et cette journée d'action...

• C'est cette voie de lutte que traceront partout les communistes et les syndicalistes révolutionnaires avec eux : saisissons-nous des rassemblements syndicaux comme autant de lieux où débattre des moyens à prendre pour imposer une authentique riposte d'ensemble face à la bourgeoisie, pour les 2 000 F minimum, les diminutions d'horaires sans diminution de salaires, faire échec aux licenciements et arracher une retraite décente, pleine et entière (dès 50 ans pour les travaux pénibles...)

• Plaçons au cœur de la mobilisation la perspective d'une offensive ouvrière contre la crise, travaillons à en réunir les conditions politiques, à la faveur des contacts entre délégations de travailleurs, autour des entreprises en lutte. Soyons prêts - partout où le rapport de force existe - à continuer largement la lutte au-delà du 2 décembre !

Stéphane RAYNAL

## un 15<sup>ème</sup> appelé inculpé hier par la Cour de Sureté de l'Etat halte à la repression contre le mouvement des soldats



L'inculpation des 15 soldats devant la cour de sûreté de l'Etat et la campagne de propagande orchestrée par la presse aux ordres sont très révélateurs de la véritable nature du gouvernement giscardien.

Pour se faire élir et depuis les présidentielles, Giscard par une série de mesures « sociales » a tenté de se donner l'apparence d'un « libéral » soucieux de promouvoir les « réformes nécessaires ». La réforme de l'avortement, le droit de vote à 18 ans, etc... servaient ce projet.

Mais avec cette opération « coup de poing » contre les soldats ce masque libéral vole littéralement en éclat si cela était encore nécessaire après les flics et les chiens policiers contre les usines occupées et toute une série de déclaration ouvertement réactionnaire et menaçante émanant aussi bien

de Poniatowski que de Lecanuet.

Les choses sont claires : c'est le gouvernement lui-même qui saisit la cour de sûreté de l'Etat, avec l'argument de la participation de soldats « à une entreprise de démoralisation de l'armée ayant pour objet de nuire à la défense nationale ».

Quant à la vaste campagne de propagande elle n'a rien à envier à des déclarations d'un Marcellin d'il y a quelques années. Elle n'invente rien non plus. Ce sont les couplets sur le « complot international », la « subversion intérieure au profit de puissances étrangères ». Les manifestations de Draguignan étaient-elles le fait d'une puissance étrangère parce qu'y avaient participé de jeunes appelés antillais ? Ou parce que des manifestations de soldats ont eu lieu à Karlsruhe en Allemagne ?

suite p. 4

## STIRN RENVERSANT

Monsieur Stirn a déclaré hier que l'appartenance des « départements d'Outre-Mer » à la France est « irréversible ». Voici quelques mois, il visitait Djibouti, et, en substance, trouvait non moins « irréversible » son statut de « territoire d'Outre-Mer ». Aujourd'hui, Monsieur Stirn a dû changer son opinion, et admettre l'indépendance de Djibouti.

Agilité d'esprit surprenante. Et fortement stimulée par l'action du peuple de Djibouti, qui l'avait surnommé « monsieur quatre vingt à l'heure ». Tant il courait vite pour échapper à la protestation populaire.

A la même occasion, monsieur Stirn a parlé des trente mille colons qu'il compte envoyer en Guyane. Certainement, il estime aussi « irréversible » ce courant migratoire. Mais ces gens-là feraient bien de tenir pour suspects les propos d'un homme qui court si vite : le peuple guyanais, malgré les arrestations ordonnées par monsieur Stirn, s'est, lui aussi, dressé pour obtenir son indépendance. Et il renversera le colonialisme français. Comme le feront les peuples de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Nouvelle Calédonie et de la Réunion.

J. L.

# DANS NOTRE COURRIER

**DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL**  
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :  
**QUOTIDIEN DU PEUPLE**  
en téléphonant au :  
208 65 61 Paris  
de 8 h. 30 à 13 h.

**UNE RÉUNION DE LECTEURS A AMIENS : NOTRE QUOTIDIEN DOIT ÊTRE CELUI DE TOUT LE PEUPLE.**

- La principale critique à porter sur la forme : il n'y a pas assez de dessins, de photos qui sont parfois plus « parlants » qu'un article, et qui aère le journal. Certaines pages sont trop compactes, par exemple les deux pages du milieu (des titres plus gros pourraient suffire à les rendre plus lisibles). On a discuté aussi des caractères des lettres avec un camarade qui connaît les techniques de l'imprimerie.

- Le QdP est encore trop proche de Front Rouge (ancienne formule), c'est-à-dire pas encore vraiment le quotidien du Peuple, mais encore trop marqué par le style militant. Le Quotidien, c'est celui de tout le peuple, et pas seulement des éléments militants et avancés du peuple. A partir de là, une discussion s'est engagée sur ce que veut être le quotidien. Ce qui a été précisé, c'est que le quotidien, c'est l'affaire des masses, c'est un débat permanent dans les masses pour la vérité, pour trouver la voie juste, communiste de lutter.

- Le QdP est apparu, comme un quotidien fait avant tout pour et par des ouvriers, et non par une élite intellectuelle (comparaison avec l'Humain).

- Le QdP est apparu correct dans sa façon de présenter la « politique ». Ainsi les articles qui parlent de la politique du P.C. et du PS, analysent cette politique, mais surtout à partir de leurs actions, concrètement. C'est présenté de façon simple, claire.

- Les articles de politique extérieure n'accrochent pas certains lecteurs. (Il faudrait améliorer la présentation mais aussi bien dire pourquoi c'est important de comprendre et de l'expliquer clairement). La sortie du Quotidien le samedi a été très bien accueillie, car on a plus le temps de lire pendant le week-end.

- Les articles sur la jeunesse ne sont pas assez nombreux. Les problèmes des jeunes ne sont pas assez exposés, notamment tous les problèmes des jeunes dans la société capitaliste en les exposant bien, et d'autre part quelle est la place de la jeunesse dans la Chine et l'Albanie socialiste. Les articles sur la santé ne sont pas assez approfondis. Il manque des statistiques. Pourquoi pas un article dévoilant la campagne « anti-tabagisme » de S. Veil et de la bourgeoisie ? Pourquoi c'est nécessaire pour la bourgeoisie. En conclusion, le QdP commence à remplir son rôle de quotidien du peuple, c'est à chacun d'en faire un journal de masses, à impulser cela autour de lui.

**le quotidien du peuple**  
AU COEUR DES LUITES POPULAIRES  
UN JOURNAL  
FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT  
POUR CEUX QUI LUTTENT  
UN DEBAT PERMANENT  
POUR LA VÉRITÉ



## UNE LOI ABSURDE ET INJUSTE ET QU'IL FAUT DÉNONCER DANS LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

*J'ai vu qu'il n'est rien sorti dans le Quotidien sur les impôts locaux, ce qui est regrettable parce que cette question préoccupe beaucoup de gens qui ne comprennent rien à leurs impôts et qui sont révoltés par tant d'injustice. (...)*

La somme totale des impôts locaux est décidée par la mairie. Avec la nouvelle loi, il y a eu un certain nombre de changements : les éléments de confort rentrent en compte de façon beaucoup plus importante que la surface réelle. C'est-à-dire : l'eau courante, ça fait tant de m<sup>2</sup> en plus, une douche, le gaz, le chauffage, etc... ça donne beaucoup de m<sup>2</sup> en plus. Bref, ce qu'ils appellent le confort, c'est le strict minimum que l'on trouve presque dans tous les HLM.

Les vieux appartements dans le centre de la ville qui sont devenus des appartements de grand standing sont avantagés par cette loi, parce qu'ils ont une grande surface réelle mais que ça n'intervient pas beaucoup, puisque ce sont les éléments de confort qui font beaucoup de m<sup>2</sup>. Or, pour des vieux appartements récemment aménagés c'est plus facile de ne pas déclarer exactement ce que l'on a.

Nous sommes dans une période de transition. Car avec la nouvelle loi, il y a eu des augmentations faramineuses et pour nous les faire digérer, ils les ont étalées sur 5 ans. Le résultat c'est que durant 5 ans les impôts locaux vont augmenter en moyenne de 30% par an ! Par ailleurs les impôts dépendent encore d'une loi de 1911. C'est à dire que les impôts dépendent encore de la situation dans

laquelle se trouvaient les communes, il y a 60 ans ! Ce qui donne d'énormes différences d'une commune à une autre, et bien sûr pas forcément en faveur des communes les plus populaires ! C'est, par exemple le cas entre Grenoble et Meylan.

Corr. Grenoble

## APRÈS LA MORT DU PETIT EMMANUEL... DES FAITS SEMBLABLES SE PRODUISENT DANS MON HÔPITAL ET ON N'EN PARLE PAS !

Je suis auxiliaire puéricultrice dans un hôpital privé pour enfants, mais la plupart des malades ne sont pas de milieu aisé. En effet, il n'y a pas d'hôpitaux pédiatriques publics dans la ville même...

...Il y a quelque temps, un enfant de 5 ans est mort refusé par 8 hôpitaux ; des faits aussi scandaleux que celui-ci se produisent dont on ne parle pas. Ainsi, dans mon hôpital, un enfant est mort d'une grosse laryngite ; le chirurgien de l'hôpital a refusé de faire une trachéotomie parce que c'était samedi et qu'il n'avait pas envie d'être appelé pour la déboucher pendant son week-end. Il décidait donc délibérément de restreindre ses chances de vie. Coyez-vous que la mort de cet enfant l'a touché ? Mais non, 8 jours après, il refuse la même intervention sur un enfant atteint de diphtérie, mais après notre insistance il l'a fait faire par un interne.

Non les médecins ne sont pas la plupart du temps ces êtres dévoués, sacrifiant leur vie de famille aux besoins de leurs malades comme voudrait nous les faire croire la bourgeoisie. Oui, vous avez raison, la santé doit vraiment être l'affaire des masses !

C.C. Lille

## un lecteur nous écrit à propos de la mort de Augustin Tosco

Augustin Tosco, l'un des principaux leaders ouvriers d'Argentine, est mort d'un cancer le 5 novembre à Cordoba, alors qu'il vivait depuis plus d'un an dans la clandestinité. Il avait 45 ans. Une grève totale d'une journée a été observée en sa mémoire par les travailleurs de Cordoba (ville de près d'un million d'habitants). Plus de huit mille personnes ont assisté à ses obsèques, lors desquelles la police a ouvert le feu sur la foule, heureusement sans faire de victimes.

Dirigeant du syndicat combatif des électriciens de Cordoba (« Luz y Fuerza »), Augustin Tosco avait acquis une envergure nationale à la suite de l'insurrection populaire du « cordobazo », en mai 1969. Condamné à 8 ans de prison, il devait être amnistié au bout de six mois, grâce à une formidable mobilisation populaire dans toute l'Argentine (grèves, manifestations), et surtout à Cordoba (7 grèves générales en moins de six mois). En mars 1971, il joua encore un rôle décisif dans une nouvelle insurrection ouvrière à Cordoba. Il était arrêté une nouvelle fois et devait rester emprisonné un an et demi. En septembre 1974, la direction de « Luz y Fuerza » était mise hors la loi par le gouvernement fascisant d'Isabel Peron, le siège du syndicat était attaqué militairement par la police, et Tosco devait passer à la clandestinité.

## communiqués

Les travailleurs immigrés sont de plus en plus l'objet de sévices insupportables :

- rafles
- passages à tabac dans les commissariats, etc...

Le 5 décembre, Bechir Arfaoui, travailleur immigré pris au cours d'une rafle et par ailleurs bien connu pour sa participation active dans les luttes ouvrières, passe devant une commission d'expulsion.

Contre l'expulsion de Bechir Arfaoui, pour l'égalité des droits politiques entre travailleurs français et immigrés. Le groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France marxistes-léninistes appelle à une manifestation jeudi 4 décembre - Bastille (côté Roquette) à 18h30



Paris  
Comité Uruguay  
Conférence de presse  
à la CIMADE  
137, rue de Grenelle  
Paris 7ème

**pour un douze pages six jours sur sept RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS**

### je souscris

10 F     50 F     100 F    \_\_\_ F

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

### JE M'ABONNE

250 F    1 AN    80 F    3 MOIS  
150 F    6 MOIS    30 F    1 MOIS

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple  
publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris cedex 19  
CCP n°23 132 48 F Paris  
Directeur de publication :  
Y. CHEVET  
imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## autogestion et révisionnisme

# DEUX OBSTACLES, UNE MEME LUTTE

### un principe insaisissable

Le vocable d'autogestion a la particularité d'être insaisissable. Il peut s'appliquer à tout : aussi bien, sous le capitalisme, où les luttes, dès aujourd'hui devraient être autogérées grâce à la « démocratie syndicale », où il pourrait y avoir, aussi, dès maintenant, des expériences allant dans le sens de l'autogestion des entreprises, que lors d'une « transition vers le socialisme » où progressivement, l'économie, l'Etat, les communes, les quartiers, les associations de consommateurs, les amicales sportives tout pourrait être autogéré. Ce grand principe de l'autogestion pourrait se manifester partout, mais ne se réaliserait pleinement aujourd'hui nulle part.

Mais, au fait, hors de France, l'autogestion s'est-elle réalisée : il paraît que oui, en Yougoslavie, en Algérie, en Allemagne de l'Ouest après la guerre (1), en Pologne en 1956 (1). Oui et non car ce n'était nous dit-on que des « expériences », très différentes dont on peut seulement tirer des leçons.

L'autogestion serait ainsi un principe qui s'incarne toujours très imparfaitement aujourd'hui, ici-bas, et qui réclame donc beaucoup de foi.

### d'où sort l'autogestion ?

Mais peut-être est-il possible de sortir de cette logique qui ressemble beaucoup à celle de l'idéalisme religieux. En revenant sur terre, dans la France d'aujourd'hui. En examinant les forces politiques et syndicales, elles, bien réelles, qui prêchent pour ce grand principe.

Il y a la CFDT (du moins sa ligne officielle) depuis 1970. Il y a le PS de Mitterrand depuis ses « Assises » de 1974. Et puis il y a différentes sectes trotskistes. Et même quelques assemblages libertaires, qui disent qu'on a dénaturé le Principe. Bien sûr, chaque formation a son interprétation du Principe. Mais toutes prêchent pour lui.

Si l'on s'en tient aux faits, à l'histoire, chacune de ces formations et groupes ont une filiation commune indéniable :

elles ont toutes fait peau neuve, dans les dernières années, et sont toutes dans la continuation d'organisations qui se sont farouchement opposées au communisme, que ce soit la CFDT, issue de la CFTC, syndicat chrétien à l'orientation réactionnaire évidente. Que ce soit le PS héritier de la vieille SFIO de Blum, dont la raison d'être fut, à l'origine, de s'opposer dans le mouvement ouvrier à l'immense écho de la Révolution d'Octobre, avant de se transformer en parti de la grande bourgeoisie. Que ce soient évidemment, les groupes trotskistes dont l'activité de sape, dès l'origine, était dirigée toute entière, contre l'Union Soviétique de Lénine et de Staline, contre les Partis de la IIIème Internationale.



Les Lip : « Non, notre lutte n'a rien à voir avec l'autogestion... »

### l'anti- communisme fait peau neuve

C'est là une première indication. Mais on ne peut en rester là, aux tares héréditaires. Il faut encore expliquer pourquoi, et comment ces courants et formations différentes mais convergeant toutes vers l'anti-communisme, ont pu se convertir, entre 1968 et 1974, au principe de l'autogestion. Car on ne peut retenir la version - très religieuse - qu'en donne Edmond Maire, « l'idée d'autogestion... » serait « jaillie comme un phare au cœur de Mai 68 ».

Ce qui a déterminé (pour ces forces réactionnaires), l'évolution et puis leur mutation apparente, c'est bien qu'a été révélé, au grand jour, dans ces années-là, le fait, qu'une frange importante des masses commençait à secouer le poids du révisionnisme, à se détacher de l'illusion que le PCF, devenu, depuis plusieurs années, un parti bourgeois, puisse représenter leurs aspirations et chercher une autre issue, révolutionnaire.

Désormais, ces organisations ont été amenées à opérer un tournant, amorcé déjà auparavant par la CFDT, pour faire face au danger, à terme, du développement du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière.

D'une part, il s'agissait d'adapter leur anticommunisme : puisque les masses commencent à prendre conscience que le révisionnisme était opposé à la Révolution, avait détruit les acquis de la Révolution d'Octobre en Russie, il devenait plus efficace d'essayer de répondre que Lénine menait à Brejnev, que la révolution ne pouvait instaurer qu'un capitalisme d'Etat, que la dictature du prolétariat c'était, nécessairement, une dictature sur le prolétariat.

Quand on les débarrasse de leurs brumes idéalistes, et qu'on en vient au fait : comment passer à ce socialisme autogestionnaire ? on trouve, formulée un peu différemment, une réponse identique à celle du révisionnisme : des élections et des luttes de masse se combinant les uns les autres pour que la gauche prenne le pouvoir et engage la « transformation » de l'Etat bourgeois, d'instaurer le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Cette unité politique entre révisionnisme et autogestion se manifeste concrètement : non seulement dans le cadre électoral de l'Union de la Gauche, et du programme commun, mais aussi dans le mouvement syndical dans les luttes où « l'entente » entre directions confédérales CGT et CFDT tend, comme le montrent les derniers accords, à faire front contre le syndicalisme révolutionnaire.

ooo

Mais sur le terrain de cette unité de fond entre révisionnisme et réformisme autogestionnaire, il y a lutte.

Il y a lutte dans la mesure - et c'est son aspect le plus dangereux - où le courant autogestionnaire cherche à utiliser à son profit, pour se renforcer, toutes les failles qui apparaissent au fur et à mesure de la remise en cause du révisionnisme.

Face à l'aspiration des travailleurs, dans les luttes, à ne plus se laisser dessaisir de l'initiative par les révisionnistes, à la volonté de s'organiser de façon autonome, le courant autogestionnaire se pose en défenseur de la démocratie syndicale, ou mieux de la démocratie ouvrière, se déclare, à l'occasion, favorable à la constitution de comités de grève regroupant syndiqués et non-syndiqués. Mais il entend enfermer cette « démocratie » dans les limites qui lui permettent d'élargir, dans sa concurrence avec le révisionnisme, son audience, sans remettre en cause le réformisme.

### autogestion et révisionnisme

Les conceptions autogestionnaires ont ainsi, la même base bourgeoise, que le révi-

## LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



cho... mais il propose, lui, à la place, ou pour le corriger un simple remodelage des rouages de l'Etat bourgeois, par des « transferts de pouvoir » à des « instances régionales, locales ou sectorielles ».

Face aux questions politiques qui se posent sur l'organisation même de la société, et qui entrent en rupture avec le modèle révisionniste du capitalisme monopoliste d'Etat, le courant autogestionnaire s'empresse de se saisir de ces aspects nouveaux, pour persuader les travailleurs que ces luttes, ces revendications, encore dispersées, engagent, dès maintenant, la transformation socialiste de la société. C'est ainsi qu'on a voulu faire croire, un temps, que la reprise de la production à LIP marquait déjà cette transformation. Alors que les travailleurs de LIP ont toujours affirmé qu'il ne s'agissait nullement pour eux d'autogestion, mais de trouver des ressources pour faire aboutir leur refus de tout licenciement, élargir la solidarité, et affirmer politiquement, le temps d'une lutte, qu'il était possible de produire autrement, sans patron et sans chefs.

### deux fronts, une même lutte

Ainsi le courant autogestionnaire représente un danger dans la mesure où il s'articule aujourd'hui à des aspirations nouvelles réelles des travailleurs. Mais il les utilise pour les inciter à se détourner de l'affrontement avec le révisionnisme, et à espérer trouver une troisième voie - une voie sans issue où cohabitent les solutions les plus purement réformistes (coopératives ouvrières, cogestion, conseil de surveillance, décentralisation) et l'utopie anarchiste.

La lutte contre ce réformisme nouveau style passe par la lutte conséquente contre le révisionnisme. C'est seulement en posant nettement, dès aujourd'hui, la question de la révolution et du pouvoir, qu'il est possible, d'un même mouvement, de briser cette tenaille en quelque sorte qui tente de contenir l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière.

# UN 15' APPELÉ INCULPÉ !

suite de la page une

Le «journal du dimanche» entre autres, qui développe cette grossière campagne ne cache pas ses sources : elles viennent d'une réunion, la semaine dernière, de l'état major d'Outre-Rhin présidée par le général Lagarde, chef d'état major de l'armée de terre ; une demi-douzaine de journalistes assistaient à cette réunion «ConfidentielDéfense» ! Le Journal du Dimanche parle donc de «comités manœuvrés de l'extérieur» et de «ces organisations qui échangent entre elles de nombreux renseignements militaires» pour poser la question : «ceux-ci profitent-ils à une

puissance étrangère ?» et répondre : «ce qui est sûr c'est que les gauchistes ont beaucoup d'argent».

Vis-à-vis de cette offensive gouvernementale, que Mitterrand qualifie pudiquement de «vilaine affaire», le parti socialiste totalement sur la défensive affirme ardemment qu'il ne veut pas être mêlé à cette «subversion intérieure». Deferre prend soin de rappeler le soutien de son parti à Soarès qui luttait au Portugal contre cette subversion intérieure. Efforts inutiles ! Tout le monde sait bien que les «socialistes» avec Mitterrand ont dirigé énergiquement la répression armée contre le peuple algérien. Pour le dirigeant du parti socia-

liste la création de comités de soldats ne doit pas aboutir «à se disputer sur une question de vocabulaire» puisque la loi prévoit l'existence de «commissions» de soldats dans l'armée : entre «commission» et «comité» il n'y a qu'une différence de mots !

L'inculpation de soldats serait donc somme toute quelque peu exagérée, mais pas totalement injustifiée. C'est vrai qu'avec la gauche, l'armée resterait un outil nécessaire et efficace contre la lutte révolutionnaire de notre peuple.

Le mouvement des soldats qui se développe pour exiger la fin des brimades, le droit d'association, la liberté de réunion,

## dissolution de la Cour de Sûreté de l'État, juridiction d'exception

La cour de sûreté de l'État est une création du régime gaulliste. Créée en 1963, au lendemain du putsch d'Alger, son objet est de «connaître en temps de paix les crimes et délits contre la sûreté de l'État». Composée de magistrats triés sur le volet, située au Fort de l'Est, au beau milieu d'une caserne de gendarmes mobiles, et d'officiers généraux, c'est le type même de la juridiction d'exception qu'appréciaient tant les colonels Grecs, et qu'utilise le fasciste Pinochet. Disposant de moyens juridiques aux

aussi exceptionnels - tel la garde à vue prolongeable à six jours - elle a d'ailleurs été plusieurs fois utilisée contre des militants révolutionnaires. Le «libéral» Giscard s'est bien gardé de toucher à cette institution, et l'information ouverte actuellement «pour tentative de démoralisation de l'armée», sur la demande de Bourges montre qu'il est bien décidé à la conserver et à l'utiliser. Sans se faire d'illusions sur les autres composantes de l'appareil judiciaire, c'est la suppression de la Cour de sûreté de l'État qu'il faut exiger.

n'obtient qu'une réponse du gouvernement anti-populaire de Giscard : la prison ! Les soldats inculpés risquent DE 5 A 10 ANS DE RÉCLUSION CRIMINELLE ! Ils risquent...

car nous exigeons et nous obtiendrons leur libération immédiate !

Fabien VAUDOIS

# interview d'un responsable du C.A.M.



Le Quotidien du Peuple : Quelle signification donnes-tu à cette offensive gouvernementale ?

— Elle est triple. Une offensive politique globale contre le mouvement des soldats, une offensive contre le mouvement anti-militariste civil et le mouvement révolutionnaire.

L'offensive lancée par Chirac est une offensive «tous azimuts». Cette offensive sur la question de l'armée est un choix fait par la bourgeoisie. Cette offensive sur la question de l'armée est un choix fait par la bourgeoisie d'un terrain où elle peut se mettre plus en position de force, pour un combat contre le mouvement ouvrier et populaire, que pour une offensive sur la crise.

Il y a eu une attaque contre le PS pour jouer sur les contradictions de l'Union de la Gauche, et une référence systématique au Portugal dans la propagande.

C'est en fait une offensive politique globale, pas seulement dirigée contre le mouvement des soldats, qui vise à ressouder un bloc réactionnaire autour du gouvernement.

L'offensive contre le mouvement des soldats en tant que tel tente de démanteler le mouvement, qui, depuis les manifestations de l'an dernier, a connu des progrès politiques et organisationnels importants. De nombreux comités de soldats ont été créés qui aspirent maintenant à une réunion nationale pour préciser les bases et les objectifs de leur mouvement.

Pour mener cette offensive, le gouvernement a pris le prétexte de la constitution de comités de soldats en sections syndicales. Cette initiative d'ailleurs ne correspond pas à la volonté majoritaire des comités de soldats, dont l'objectif prioritaire reste leur renforcement comme tels.

La répression intervient égale-

ment dans une période où s'est développée une liaison entre comités de soldats et unions locales syndicales (comme précisément à Besançon, à Cazaux). Enfin l'opération du gouvernement vise l'ensemble des forces antimilitaristes et révolutionnaires qui défendent le droit d'association des soldats (qui peut soit pour les réformistes viser à améliorer les relations entre soldats et hiérarchie, soit pour les révolutionnaires développer les relations antagoniques entre les soldats et la hiérarchie). La saisie de la Cour de Sûreté de l'État s'accompagne d'une vaste campagne idéologique et politique qui vise à isoler le mouvement révolutionnaire sur les thèmes «d'un complot international», «des meneurs extérieurs aux casernes», etc...

Le QdP : Quelles réactions peut susciter cette offensive du gouvernement ?

— Il y a des limites à l'offensive gouvernementale.

1) Même s'ils prennent à contre-pied la «gauche» (qui défend l'intégrité de l'armée), celle-ci sera certainement contrainte à une réaction même symbolique.

2) Le mouvement des soldats n'est pas désorganisé ni démoralisé. Au contraire, il se renforce pour une riposte et développe son unité. L'initiative gouvernementale ne peut que renforcer la volonté des comités de soldats de réaliser la réunion nationale qu'ils avaient envisagée.

3) La riposte s'organise pour exiger la libération des soldats emprisonnés et pour exiger la liberté d'opinion, de réunion, et d'association dans les casernes. Il faut imposer le droit d'expression sur les objectifs démocratiques de lutte dans les casernes. Il faut briser la position de la presse aux ordres qui ne fait que parler des généraux, les fascistes, le gouvernement et les réformistes. Des meetings et des manifestations de rue sont envisagés pour développer le soutien à la lutte des appelés.

### COMMUNIQUÉ DU SECRETARIAT NATIONAL DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE

Quinze appelés inculpés par la cour de sûreté de l'État, ce tribunal d'exception qu'admirait tant Franco.

Quinze appelés qui risquent jusqu'à dix ans de prison : c'est la réponse du gouvernement au mouvement des appelés !

La «libéralisation» du service national a fait long feu : aujourd'hui la façade réformatrice s'effondre.

La bourgeoisie a peur parce que la révolte gagne en profondeur chez les soldats ! Elle sait au moment où les grèves avec occupation se multiplient, où la jeunesse entre en lutte contre le chômage et la campagne d'intoxication, que le mouvement des appelés peut constituer un lien des soldats du contingent avec un mouvement important de la classe ouvrière.

Mais cette répression féroce ne stoppera pas notre combat contre l'embrigadement des jeunes à l'armée bourgeoise.

Dès maintenant, dans les casernes, les usines, les FJT, les CET, les lycées, mobilisons-nous pour exiger la levée de toutes les sanctions, la libération immédiate de tous les soldats emprisonnés !

A bas l'armée impérialiste ! A bas l'armée de guerre civile !

# Giscard à Rome MARCHANDAGES SUR LE DOS DES PAYSANS

Quelle place tiendra l'agriculture dans les marchandages amorcés hier après-midi à Rome ? Logiquement elle devrait être importante. Le marché commun agricole, en effet, est bien malade : crise pour le vin, les fruits, la viande, le lait, le beurre... des problèmes qui touchent directement dans leur travail et leurs moyens de subsistance, la quasi-totalité des travailleurs paysans de France.

Nous employons volontairement le mot marchandage et non celui de discussion comme le font la radio et la presse bourgeoise. Ceci parce que les 9 chefs d'État réunis à Rome représentent des intérêts divergents bien éloignés de ceux des travailleurs de la terre : Monsieur Schmidt est à la tête d'un État où le Capital tire la quasi-totalité de son profit de l'industrie. L'agriculture y est un facteur secondaire d'ailleurs bien intégré dans le système

capitaliste. Ce qui l'intéresse donc c'est que les produits agricoles soient le moins cher possible pour que les industriels puissent payer à peu de frais leur main d'œuvre. Alors Schmidt joue lui aussi de l'arme du chantage à la crise. Dans la période difficile que nous traversons l'agriculture nous coûte vraiment trop cher... Il demande donc que le soutien apporté aux produits agricoles soit restreint et qu'une somme bien précise soit allouée une bonne fois pour toutes à cet effet. Ce qui veut dire que les prix agricoles se rapprocheront le plus possible de leur «vérité» capitaliste. Et tant pis pour les petits et moyens agriculteurs français désarmés face aux gros agrariens !

Giscard d'Estaing suivra-t-il son ami Schmidt ? S'il le fait, ce ne sera pas tout crême. Il essaiera d'atténuer cette décision par des mesures en trom-



La masse des travailleurs : absents à Rome

pe l'œil dont il est coutumier. A moins que la pression d'intérêts capitalistes présents dans l'agriculture française ou des soucis politiciards vis-à-vis des paysans français le retiennent

et le déterminent à vraiment marchander. Nous saurons peut-être demain quelle alternative a été la plus forte.

J. C. D.

## Saint-Gobain : HALTE AUX PROVOCATIONS !

Dans un communiqué, la section de l'UDR de Saint Gobain déclare : «*Nous laisserons nous longtemps berner par ces agitateurs... montrons à tous un peu plus de sagesse et regroupons-nous pour faire échec aux semeurs de désordre, afin que la liberté du travail soit enfin respectée.*»

Face à cet appel ouvert à l'agression contre les grévistes travailleurs de Saint Gobain, forts du soutien qu'ils ont rencontré des autres usines d'Orléans, fort de leur détermination et de la lutte exemplaire des travailleurs d'Orléans doivent se mobiliser encore plus pour déjouer toutes les manœuvres des cadres et des jaunes qui, à la solde de la direction,

préparent avec l'aide des flics une attaque contre le piquet de grève. Face à cette provocation, les travailleurs renforceront leur unité, leur détermination, et rejeteront les manœuvres du P«C»F qui tente de faire de Saint Gobain un support pour la campagne sur «les libertés» (qui rencontre d'ailleurs peu d'échos dans les masses...)

Ce n'est pas la première fois que les travailleurs de Saint Gobain s'affrontent ainsi avec les cadres : en 68, ils avaient repoussé à l'aide des lances à incendies les jaunes qui avaient tenté de pénétrer dans l'usine. Aussi attendent-ils de pieds fermes les éventuels provocateurs patronaux !

José GARCIA

## Chaix (Saint-Ouen) : REPRENDRE LA LUTTE !

A Chaix, le bilan vient à nouveau d'être déposé jeudi 27 novembre : 640 licenciements sont prévus. Déjà il y a un an les travailleurs avaient occupé leur usine pour empêcher la fermeture et avaient obtenu un «sursis» pour leurs emplois. Mais cet acquis provisoire est maintenant remis en cause par l'annonce de ces licenciements. Pour les ouvriers de Chaix, «il s'agit d'une politique consciente de la direction qui a refusé un certain nombre de travaux pour avoir un prétexte pour fermer la boîte (qui imprimait des revues comme Paris-Match, le Concours Médical...)» Face à cela,

les ouvriers, qui restent encore au travail («pour pouvoir se faire payer jusqu'au bout») disent les responsables CGT) sont «fermement décidés à occuper l'usine dès la liquidation». Un comité de grève (sans non-syndiqués) s'est mis en place avec des commissions... mais les militants du P«C»F placent de nombreux «obstacles» à la remise en route de la production et à une large démocratie dans l'action. Malgré cela, les travailleurs de Chaix affirment leur volonté de «lutter jusqu'au bout contre les licenciements» !

Correspondant Saint Ouen



## Cuprofil à Saint-Fons :

### grève illimitée

Chez Cuprofil, entreprise de traitement du cuivre, la quasi-totalité des 85 ouvriers sont en grève totale depuis le 27 novembre. Ils exigent :

- 200 F pour tous
- le 13ème mois, en deux fois dans l'année
- le paiement des jours de grève
- la prime de Noël : 30 F pour tous
- le paiement des jours de grève
- l'amélioration des conditions de travail
- la reconnaissance de la section syndicale CFDT

C'est le 1er mouvement de grève en 40 ans dans cette

entreprise «familiale». La grande majorité des ouvriers sont des femmes et des immigrés maghrébins et surtout portugais. Ils gagnent 1 400 F par mois pour 40 H dans des conditions d'hygiène et de sécurité révoltantes. Le patron refuse toute concession et développe le chantage habituel : on va passer à 32 H, l'usine va fermer, etc, alors que depuis des mois, les cadences n'arrêtent pas d'augmenter. Réunis en assemblée générale tous les matins avec la section syndicale CFDT qu'ils ont récemment créée, les grévistes de Cuprofil s'organisent pour tenir la lutte.

correspondant Lyon

## PARIS-RHONE

### «POUR QUE LE 2 DÉCEMBRE S'ORGANISE AUTOUR DES LUTTES»

Lundi matin, malgré les exhortations de Charrière à reprendre le travail dans l'usine du 8<sup>e</sup> et malgré les manœuvres des cadres à la Ferrandière (3<sup>e</sup>) qui tentaient de canaliser les ouvriers descendant des cars jusqu'à la boîte, c'est une grande majorité de grévistes qui est restée dehors ! Pourtant, à l'usine du 8<sup>e</sup>, l'Union des Métaux CGT avait mobilisé ses forces (une quinzaine de personnes dont plusieurs permanents) pour appeler à un vote à bulletin secret. Elle offrait le «choix» entre : poursuivre la grève illimitée à l'extérieur de l'entreprise «avec les risques de division et d'échec que cela comporte» ou «poursuivre la lutte à l'intérieur de l'entreprise pour permettre l'unité de tous et pour rentrer ensemble et non sous la pression de Charrière». Bien évidemment, l'USTM se prononçait pour la deuxième solution ! Sur le millier de travailleurs présents, 166 acceptèrent de voter (dont 80 pour la grève illimitée, 82 contre et 4 abstentions). Alors que les grévistes se rendaient en manifestation à l'Assemblée Générale, les gens du P«C»F dans la CGT restèrent seuls sur

le trottoir, avec leurs urnes ! Hier matin, la combativité s'était encore renforcée, tant au 8<sup>e</sup> (600 participants à l'Assemblée Générale) qu'à la Ferrandière où les grévistes étaient venus avec panneaux et banderoles, pour partir en manifestant dans les rues de Villeurbanne, pour finir devant les portes de Paris-Rhône. Il s'en fallut de peu que la manifestation ne pénétre dans la boîte ! Beaucoup de grévistes s'interrogent aujourd'hui sur la nécessité de passer à un stade supérieur de l'action.

Aujourd'hui, les dirigeants syndicaux disent que «c'est le dernier quart d'heure de la lutte». Or, c'est une lutte très importante sur la région lyonnaise et si les travailleurs de Paris-Rhône gagnent, cela aura des répercussions. Il faut une lutte de longue haleine pour faire céder Charrière ! Aujourd'hui, les travailleurs de Paris-Rhône entendent prendre la tête de la manifestation lors de la Journée Nationale d'Action «pour que le 2 décembre s'organise autour des luttes et non en concurrence avec elles !»

correspondant Lyon

## Labo Bui-Wong (Saint Avold) : ÉCHEC A LA DÉMOBILISATION !

Samedi 29 novembre de 16 à 17 H, à Saint-Avoid (Moselle) manifestation de soutien aux licenciés du laboratoire Bui-Wong à l'appel de la CFDT, CGT, Comité de soutien et partis de «gauche». Après les violents affrontements d'il y a quinze jours, cette manifestation a vu plus de 700 personnes défilé dans Saint-Avoid. Depuis longtemps on n'avait pas vu une telle mobilisation dans cette localité ! La combativité était nette chez beaucoup de manifestants. On a ainsi vu le mot d'ordre «Une seule solution, le programme commun» couvert par ceux de «Unité populaire, une seule solution, la révolution». Dans cette manifestation les mots d'ordre du P«C»F étaient bien éloignés des préoccupations des travailleurs de Bui. «On est un peu oublié, dans tout cela» déclara

une licenciée. Les révisionnistes et réformistes ont laissé aux services de police le soin de déterminer le parcours de la manifestation, et d'interdire l'accès de la rue principale. «La prochaine fois, on défilera dans les bois !» devait-on entendre. Les réformistes du PS jusqu'ici bien discrets (et pour cause ! Tout le monde ici connaît leurs affinités avec de nombreux notables locaux, et notamment les sympathies «socialistes» du patron de Bui) ont tenté de saboter la manifestation et de la terminer prématurément en prétextant la présence des gardes mobiles. Mais leur tentative de scinder la manifestation en deux a échoué... Cette mobilisation prouve que l'affaire Bui est loin d'être terminée !

Bureau de presse - Lorraine

## Dorelle (Amiens) : 1<sup>er</sup> recul du patron depuis 34 ans !

Chez Dobelle, (transpostes), à Amiens, c'était l'exploitation féroce. Depuis 34 le patron «n'avait jamais mis un pied à terre» comme disent les ouvriers. En 1968 et 1970, 2 mouvements de grève ne donneront rien. Puis en 72, les travailleurs s'organisent et créent une section syndicale CFDT. C'est une première lutte victorieuse qui est déclenchée. Sur la base de ce premier recul, les travailleurs disent «les difficultés du patron ? Cela ne l'empêche pas d'avoir des chaâteaux et des immeubles. De toute façon, ce n'est pas à nous d'en payer les conséquences.

«Le patron, s'il a lâché, c'est parce qu'il a vu que l'on était tous ensemble. Aujourd'hui, les travailleurs ne comptent pas en rester là puisqu'ils comptent se battre maintenant pour les salaires : pas de salaires en dessous de 1 700 F. Malgré les difficultés pour se réunir dans ce secteur, ce n'est pas un obstacle, disent-ils.

A noter qu'un membre du P«C»F, lors de la dernière grève, a voté le licenciement de deux délégués. C'est ce qu'ils appellent le soutien moral, sur leur tract.

## en bref

### GRÈVE-OCCUPATION CHEZ DUVERNOIS

Les travailleurs des trois usines de confection Duvernois, à Gueugnon, Roanne et Paray le Monial ont débrayé ensemble et occupé leurs locaux pendant deux heures, pour exiger l'augmentation des salaires, dont aucun ne devra être inférieur à 1 700 F, même en cas de chômage. Cette action a eu lieu après la décision de la direction d'augmenter fortement la production, sans relèvement des salaires.

correspondant Roanne

### EDF-GDF (SAINTES) : LUTTE POUR LES LIBERTÉS SYNDICALES

Les employés EDF-GDF de La Rochelle et du département ont occupé dernièrement le centre départemental EDF-GDF de La Rochelle, retenant le chef de centre pour l'obliger à négocier. Les revendications portent sur la défense des libertés syndicales, le chef de centre est accusé «d'actes de menaces, intimidation, verrous anti-grève», ainsi que sur une journée de congé pour les femmes ayant des enfants d'âge scolaire. Le journal «Sud-Ouest» a présenté la lutte de la manière suivante : en troisième page où se trouve l'article, côte à côte se trouvent un article titrant «Les ravisements du petit Antoine... finalement arrêtés» et un autre «Le tueur à gage bordelais avait finalement été recruté par le canal de l'ANPE». Assimiler les luttes de la classe ouvrière, les séquestrations à du gangstérisme afin de renforcer la répression, voilà qui ne déplaît pas à Poniatowski !

correspondant local

### PROCÈS DU CADRE DE BERLIET : 3 MOIS FERMÉS

Deux ouvriers de Berliet, le 12 janvier 1972, étaient morts, écrasés entre un pont roulant et une presse. Trois ans après, le tribunal de Lyon fait connaître son verdict : 6 mois de prison, dont trois avec sursis pour Michelland, cadre responsable de l'atelier. Ce jugement est conforme aux réquisitions du procureur, mais il n'a pas plu aux cadres de Berliet qui étaient venus manifester au Palais de Justice. Voudraient-ils dire par là que l'on a pas condamné le véritable coupable, Paul Berliet ? Il ne le semble pas, car après l'accident, alors que tous les ouvriers de l'usine étaient en grève, ils s'étaient plutôt manifestés par leur silence.

### CRIME RACISTE A DÔLE

Jacques Petite, ancien militaire, ancien CRS et ancien proxénète était «videur» dans un bar de Dôle. Il faut croire qu'on apprécie pas tellement les travailleurs immigrés dans ce bar, puisque après av

grés dans ce bar, puisque après avoir «repoussé» un travailleur immigré, ce spécialiste du pistolet a tout simplement tué un autre ouvrier marocain qui tentait de pénétrer dans le bar. Seule réaction de la police vis-à-vis de leur ancien collègue - qui venait d'être libéré de prison pour «bonne conduite» - «on ne comprend pas comment il pouvait disposer d'une arme».

# LA CHUTE DE L'EMPIRE STATE BUILDING

## Une énorme faillite

Un tel trou dans les caisses de la ville n'inciterait pas à féliciter pour leurs capacités les célèbres banquiers new-yorkais, comme les Rockefeller. Ils ont permis l'endettement de la ville en couvrant ses emprunts ; les banques ont dans leurs caisses le quart des bons d'emprunt et ont permis de placer une bonne partie du reste. Seulement, ils en ont largement profité.

Il y a encore peu de temps, quand les Etats-Unis se faisaient les gendarmes du monde, c'était sage gestion que de prêter aux municipalités et aux Etats. En effet, les revenus des actions et obligations des entreprises industrielles sont imposés aux taux de 50 %, de leur côté, les revenus des bons d'emprunt émis par les municipalités, les comités et les Etats sont totalement exemptés d'impôts, tandis que leur taux d'intérêt est à peine inférieur à celui des valeurs industrielles. Aussi les banques ont-elles investi dans ces bons municipaux une partie de leurs bénéfices, et les riches une partie de leur argent. Lorsque, au mois d'octobre, la faillite de New-York a menacé sérieusement, une femme s'est présentée à un bureau de remboursement avec des bons à court terme pour une valeur de 25 000 dollars (plus de 100 000 F actuels, trois à cinq ans de salaire ouvrier) qui tombaient à échéance à ce moment. Les porteurs privés, interrogés par la presse américaine, sont tout aussi fortunés, tel cet homme de 69 ans qui détient pour 50 000 dollars de bons de la ville de New-York.

## New-York : une faillite exemplaire

New-York à elle seule absorbe 30 % des impôts municipaux de tout le pays. En 1965, le maire a demandé au gouvernement de l'Etat, Nelson Rockefeller, de faire voter une loi permettant à la ville d'émettre des bons gagés sur les recettes fiscales à venir, afin d'éponger un déficit de 150 millions de dollars. Par hasard, ce fut la Chase Manhattan Bank des Rockefeller qui les négocia. Au fil des années, les appétits des patrons de New-York augmentaient et le déficit s'aggravait, jusqu'à atteindre aujourd'hui quatre années de rentrées fiscales. Pour sauver les apparences, ils maquillaient les comptes pour justifier les emprunts ; par exemple en comptant les rentrées fiscales sur des terrains vacants et des immeubles abandonnés depuis longtemps. New-York était la ville type de la politique sociale des Etats-Unis, néanmoins inférieur au minimum vital calculé par les services officiels. Après que Lindsay soit arrivé à la tête de la ville, en 1966, le budget a

Si la ville de New-York n'avait pas trouvé au 1<sup>er</sup> décembre 4,2 milliards de dollars nécessaires pour rembourser ses dettes et assurer les dépenses courantes, notamment les salaires des employés municipaux et les aides sociales, la ville de New-York aurait été en faillite. Elle n'avait pas un centime en caisse et aucun moyen de s'en procurer : plus personne ne voulait prêter d'argent tant les dettes étaient énormes : 12,3 milliards de dollars (près de 50 milliards de francs) dont 4 milliards payables avant le 30 juin 1976. C'était la faillite assurée si le gouvernement fédéral n'intervenait pas pour couvrir les dettes, au moins en partie. C'est ce que Ford a finalement dû faire, mais après avoir obligé la ville de New-York à réduire ses dépenses, après lui avoir permis d'étaler sa dette sur plusieurs années, après avoir augmenté les impôts de 25 %. Bref, la faillite de New-York est camouflée par un prêt de 2,5 milliards de dollars ; les conditions mises au sauvetage de New-York sont l'annonce d'une profonde révision de la politique sociale des Etats Unis, due à une crise profonde.

triplé, le volume de l'aide a doublé, les hôpitaux sont devenus gratuits, les salaires ont augmenté.

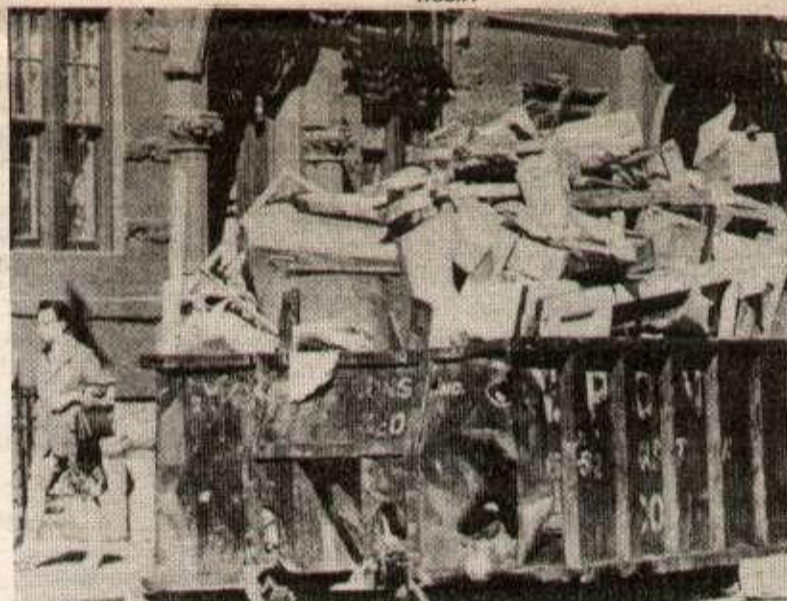
## la faillite de la politique «de paix sociale» de Kennedy

Ce n'est pas le maire seul qui a mis en place cette politique : le gouvernement fédéral contribue pour 50 % au budget d'aide sociale, et se fixe lui-même le montant. La politique budgétaire de New-York, c'était la politique des Etats-Unis telle qu'elle avait été définie par Kennedy dans son «programme de lutte contre la pauvreté», programme qui se traduisait en réalité par un accroissement considérable de la misère des travailleurs américains, cela malgré une expansion économique réelle... pour les capitalistes. Il consiste à fournir aux milliers de personnes réduites au chômage, 17 % des 7,8 millions d'habitants de New-York, en juillet dernier, de quoi survivre. Il vise à réduire les tensions sociales en offrant des salaires relativement élevés, en garantissant des retraites plus importantes qu'ailleurs. L'ensemble de ces dépenses, directement remis en cause par le plan Ford, y compris la scolarité gratuite dans les universités, s'élève à 7 milliards de dollars pour un budget total de 12,1 milliards.

L'arrivée de nombreux noirs et porto-ricains parqués dans les quartiers réservés de New-York, logés dans des immeubles vétustes, la fuite des cadres et employés aisés, vers les banlieues, ont réduit les rentrées d'impôts de New-York et augmenté ses dépenses. De ce fait, New-York était devenue la ville la plus chère des USA ; les impôts y sont plus élevés qu'ailleurs, tant les impôts sur le revenu que les impôts sur la consommation. New-York devenait une ville insolvable en même temps qu'une crise économique frappait les Etats-Unis, jetant sur le pavé des centaines de milliers de nouveaux chômeurs. Dans sa faillite, New-York pouvait entraîner plus d'une centaine de banques des Etats-Unis dont plus de 40 % du capital est investi en bons de New-York, des entreprises qui ne pourront

réaliser les gros contrats évalués à 1 million de dollars qu'elles avaient passés avec la ville. Elle entraîne également l'Etat de New-York, dont les dettes sont aussi importantes que celles de la ville et les moyens de paiement presque aussi nuls car il a été obligé de couvrir les dettes de New-York.

La faillite de New-York, c'était la faillite du programme Kennedy, de toute la politique sociale destinée à museler la révolte des masses les plus pauvres des villes, notamment du prolétariat noir et porto-ricains ; dans le même temps, elle ébranlait tout l'édifice financier américain.



## «La grande lessive de l'histoire économique d'après-guerre»

Aussi, il n'est pas étonnant que la faillite de New-York soulève de violentes polémiques dans les milieux politiques. «J'opposerais mon veto à toute loi votée par le Congrès qui imposerait une aide fédérale de la ville de New-York pour la sauver de la faillite», déclarait Ford au début du mois de novembre, *parce que ce serait un précédent terrible* ; d'autres villes en difficultés, des Etats viendraient frapper à la porte de la Maison Blanche pour obtenir à leur tour des subventions. «Et qui pourrait venir subventionner ensuite les Etats-Unis d'Amérique ?» demande le chef républicain du Sénat.

### UNE SITUATION GÉNÉRALE

Car la politique d'emprunt de New-York est largement répandue

due dans tous les états de toutes les villes d'Amérique. Il y a pour 235 milliards de dollars de bons émis par eux dans l'ensemble des Etats-Unis. Et dès à présent plusieurs Etats et une dizaine de villes parmi lesquelles Détroit, Boston, Philadelphie, ont des difficultés pour rembourser leurs dettes et payer leur personnel. Les responsables de New-York hurlaient que Ford leur *«donnait un coup de pied dans le bas ventre»* en leur refusant toute aide fédérale, les démocrates faisaient des pieds et des mains pour décider le gouvernement à intervenir et empêcher la retentissante faillite qui s'annonçait, où leur parti est directement impliqué. Mais ce n'est pas le problème de New-York que les Etats-Unis doivent régler, c'est toute leur politique «sociale» élaborée du temps de leur grandeur et sur laquelle ils doivent rogner aujourd'hui.

*«C'est la grande lessive de l'histoire économique de l'après-guerre»,* annonce un conseiller économique de Ford, tandis qu'un autre renchérit : *«C'est la fin du vieux jeu dépensier, et il devait finir»*. Fini le bon temps ! De son côté, le «journal de Wall Street», grand quotidien financier écrit : *«Verra-t-on s'engloutir des capitaux immenses... dans des affaires malsaines»*.

La grande lessive, c'est le plan Ford de sauvetage de New-York qui l'entreprend. Les conditions financières en sont draconiennes : les banques et les porteurs d'actions de la ville de New-York doivent accepter de reporter toutes leurs échéances, et doivent accepter des taux d'intérêts plus bas.

Ainsi New-York est sauvée de la faillite financière immédiate. Le prêt de 2 milliards et demi de dollars fait par le gouvernement fédéral, permettra à New-York de faire face à ses dépenses jusqu'aux prochains impôts. A cette date, le prêt devra être intégralement remboursé, un autre prêt ne lui sera accordé que si son budget est équilibré. En somme la faillite est suspendue au-dessus de la ville de New-York, le gouvernement fédéral ne lui fournissant de l'argent que pour parvenir en trois ans à équilibrer son budget en bouleversant complètement sa politique. *«Si les responsables locaux n'accomplissent pas leur plan, je suis prêt à retirer y compris l'aide pour cette année»*

fiscale», déclarait Ford en présentant son plan.

La deuxième partie de son plan, l'essentiel, c'est de faire payer le peuple, en obligeant la ville à réviser tous ses postes de dépenses.

## Faire payer le peuple

Un budget équilibré de la ville, c'est 200 millions d'impôts de plus, dans l'immédiat, ce sont des licenciements par dizaines de milliers, des salaires bloqués, la fermeture de six des huit hôpitaux gratuits pour les gens reconnus comme pauvres, l'abaissement des aides sociales aux pauvres. C'est la systématisation des mesures que la municipalité de New-York avait commencé à prendre elle-même pour faire face à la faillite : 36 000 employés municipaux au moins ont été licenciés depuis le début de l'année, il devrait y en avoir 80 000 sur 238 000 d'ici la fin de l'année.

Les études universitaires sont devenues payantes. Pour se procurer les fonds nécessaires, pour payer les dettes arrivées à échéance en octobre, le gouverneur de l'Etat et le maire de la ville ont exercé un chantage auprès du chef du syndicat des enseignants : ou il avançait 150 millions de dollars pris dans les fonds de retraite des enseignants, ou des milliers d'enseignants étaient licenciés dans les semaines suivantes, pour faire des économies permettant de payer les dettes. Les 8 milliards de dollars qui sont dans les caisses de retraite des employés sont convoitées pour éponger une partie des dettes et faisaient plus ou moins partie de tous les plans de sauvetage de la ville, Ford y a puisé aussi.

Et pour faire accepter cette nouvelle politique, le gouvernement américain et les responsables de New-York se préparent à la répression. Le chef de la police de New-York déclarait en novembre : *«S'il y a des réductions de salaires, ou s'il n'y a pas d'argent les jours de paie, cela risque de créer une agitation sociale. S'il y a de nouveaux licenciements, si 6 des 18 hôpitaux de la ville sont fermés, nous serons proches de l'émeute»*. Aussi Ford a-t-il promis que dans tous les cas, il veillera à ce que le gouvernement central *«assure le fonctionnement de la police et des pompiers et d'autres services essentiels à la vie et aux biens privés.»*

La faillite de New-York qui ébranle profondément les Etats-Unis est une des conséquences, à l'intérieur même du pays, la première aussi spectaculaire, de l'effondrement de la toute-puissance américaine face aux peuples du monde. Les affrontements sociaux qui se dessinent en arrière-plan de cette formidable faillite annoncent qu'après avoir été mis en échec par la guerre du peuple sur les plateaux et dans les rizières d'Indochine, l'impérialisme américain doit affronter en métropole même les forces qui le détruiront.

Grégoire CARRAT

# LE DECRET SUR L'ALLOCATION LOGEMENT

«Je suis assistante sociale et je me propose de tenir régulièrement les lecteurs du Quotidien du Peuple au courant des mesures que peut prendre la bourgeoisie pour tenter de se donner une image «réparatrice». Aujourd'hui, elle essaye d'atténuer les effets que pourrait avoir politiquement le chômage avec des modifications du système d'allocations. Dernièrement, un décret portant sur l'allocation logement est entré en application. Il concerne les chômeurs et les familles de huit enfants et plus. L'allocation logement est «distribuée» à condition que soient respectées les normes légales concernant la surface de l'habitat, ce qui, dans le cas des familles nombreuses pour qui il est difficile de trouver des logements assez grands, est de moins en moins le cas.

Autrement dit, pour ceux qui vivent dans les conditions les plus dures : pas d'allocation logement. Désormais pour les familles de huit enfants et plus, elle sera versée, même si les conditions légales ne sont

pas observées. D'autre part, pour les chômeurs (reconnus comme tel, c'est-à-dire pour ceux qui «ne sont pas partis d'eux-mêmes»), le montant de l'allocation logement pourra, en cas de chômage, être augmenté de façon à tenir compte de la diminution des ressources de la famille. L'allocation versée, est calculée habituellement sur la base du revenu global de la famille pour l'année précédente, lorsqu'elle fournira une attestation de chômage durant trois mois consécutifs, il pourra être effectué un abattement de 30% sur ce revenu qui sert de base et donc, il s'en suivra un réajustement de l'allocation. En cas de chômage partiel, l'abattement sera de 20%. Il faudra être vigilant quand vos allocations arriveront parce qu'il est de coutume «d'oublier» ce genre d'abattement. Ces mesures ne sont pas spectaculaires, la bourgeoisie ne se mouille pas beaucoup, alors en plus, quand on sait comment les budgets sont bouclés aujourd'hui, il ne faut pas la laisser «s'oublier».

# au cinéma «14 juillet» MONTAGE VIDEO ESPAGNE "QUE NOTRE COMBAT CONTINUE"

Le 27 septembre 75, cinq militants basques espagnols étaient exécutés par le bourreau Franco. Cela, Pantin 1er avec sa prétendue libéralisation ne le fera pas oublier. La barbarie franquiste a soulevé dans notre peuple une révolte qui ne saurait s'éteindre. Les milliers de manifestations du mois d'octobre ont renouvelé aux peuples espagnols une solidarité qui du temps des brigades internationales s'était déjà concrétisée. La solidarité des 2 peuples, le montage vidéo «Espagne» projeté au cinéma «le 14 juillet» à Paris, ne peut que la renforcer. Le soir de l'exécution, l'équipe vidéo OUT se rendait au pays basque. On reprochera le côté parcellaire de ce qu'elle a ramené, mais c'est un encouragement, une preuve de la résolution du peuple espagnol dans la lutte. 3 femmes prennent la parole dans le film. La sœur de Bravo, Maria Victoria, la mère de Txiki et celle d'Otaegui. «Ils se sont levés et ils chantent...» Ils chantent la révolte.

La sœur de Bravo revient de l'exécution, pas de larmes, elle veut rester ferme, elle parle par intermittence, ce qu'elle a vu des

dernières minutes de vie de son frère, c'est le courage : «Ils ont chanté jusqu'au bout...» La mère de Txiki nous raconte l'enterrement de son fils, pour elle comme pour la mère d'Otaegui ce sont deux fils qui ont été assassinés, ce sont deux combattants qui témoignent à présent.

«Ils ont tué mon fils par haine», déclare la mère d'Otaegui. «Après la fouille je l'ai vu, il s'est levé, nous nous sommes embrassés et il m'a dit : mon sang va servir les patriotes. Un Basque est dur comme un roc et les Basques triompheront, et là, continue-t-elle, je lui ai dit que nous vaincrons et moi aussi, j'ai levé le poing, je m'adresse à toutes les femmes qui se sont levées et qui nous ont soutenu, je les remercie et je leur dis que notre combat continue...» Oui, le combat des peuples d'Espagne continue, nous vengerons les cinq que le franquisme a assassiné !

Pour tous renseignements sur le montage-vidéo, s'adresser au :  
Quotidien du Peuple  
B.P. 225 75 924  
Paris - Cédex 19

## feuilleton

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

# LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

Il y a bientôt un an 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée ; Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec les mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

LES MINEURS MAROCAINS...  
NOS FRÈRES DE MISÈRE»  
(Un mineur de la Fosse 7).

Aujourd'hui dans le Nord Pas-de-Calais, un mineur de fond sur cinq est un Marocain ou un Algérien. Il y avait un Marocain parmi les 42 victimes de Liévin. En certains points du bassin, où la fermeture des puits n'est pas prévue dans l'avenir immédiat, notamment dans l'UP de Douai-Oignies, dans certaines tailles de charbon, seuls les porions, les chefs de taille et les ouvriers conduisant les rabots sont des Français, tous les autres, ouvriers chargés de l'abattage sont Algériens et surtout des Marocains (les Marocains sont trois fois plus nombreux que les Algériens).

HIER LES POLONAIS, LES ITALIENS.

L'embauche de travailleurs immigrés dans les mines du Nord Pas-de-Calais ne date pas d'aujourd'hui. Entre les deux

guerres, des milliers de Polonais sont venus travailler dans les mines, beaucoup se sont installés, se sont mariés, sont restés : «Ils sont du pays» dit-on aujourd'hui dans le pays noir. Parmi les 42, une bonne partie avait des noms polonais. A la libération, avec l'instauration de la Démocratie Populaire en Pologne, le chômage était aboli ; en France, certains Polonais songeaient même à rentrer dans leur pays. Aussi les Houillères ont fait appel à des Espagnols, des Portugais, des Algériens et surtout des Italiens.

La condition d'embauche des Italiens à l'époque (avec la caution des ministres «communistes» qui ont participé à la création de l'Office National de l'Immigration (ONI) était bien proche de celle des Marocains aujourd'hui. Embauchés sous contrats, ils ne bénéficiaient même pas des quelques garanties de salaire et d'avancement prévues par le «statut du mineur». On les spécialisait dans le creusement des bowettes, à tel point qu'elles furent surnommées par les mineurs «les bowettes italiennes». Dans les «bowettes italiennes», l'ouvrier était souvent contraint de forer à sec pour aller plus vite. Pour ceux qui ne travaillaient pas assez selon la maîtrise, c'était le billet retour séance tenante.

«Je suis silicosé à 100%. Je suis venu de Lombardie avec d'autres camarades fin 46. Comme eux, j'avais un contrat de deux ans ; nous étions embauchés sous contrat, nous n'avions même pas les quelques garanties des Français.

Nous avons été recrutés par le Bureau de l'émigration italienne, ce sont des médecins Français qui nous ont fait passer la visite médicale à Turin. Les plus costauds d'entre nous étaient envoyés en France dans les mines, les autres étaient renvoyés dans leur village.

Lorsque nous sommes arrivés dans les mines nous étions parqués dans des baraques dans un camp entouré de barbelés sur une largeur de 4 mètres : c'était un camp pour prisonniers allemands. Le travail était très dur : creusement de galeries à silice, pas d'eau pour faire retomber la poussière, outillage très ancien avec des engins de 17 kg et plus, qu'il fallait tenir à l'épaule pendant des heures pour perforer. Tous mes camarades, nous étions plusieurs dizaines ensemble, sont morts ; moi, j'étais silicosé à 100% au bout de 10 ans.

(Un vieux mineur italien, à Lallaing).

AUJOURD'HUI,  
LES MAROCAINS

Pour les Houillères, aujourd'hui, l'intérêt de recruter des travailleurs marocains est double : comme avec les Italiens, hier, les Houillères veulent avoir une main d'œuvre à bon marché : la formation est au rabais, les salaires sont plus bas que pour les autres mineurs, les conditions matérielles d'existence (logement, transports, etc...) sont dures, être malade, c'est rompre le contrat. L'autre intérêt pour les Houillères : en recrutant les mineurs Maro-

cains avec des contrats de 18 mois, sans aucune garantie de renouvellement, elles veulent ajuster les effectifs au plan de récession. Avec les mises à la retraite anticipée et le peu d'enthousiasme des jeunes à s'embaucher dans les mines dont on leur promet la fermeture dans quelques années, il y a un manque de main d'œuvre : les mineurs qui viennent du Maroc servent de bouche-trous. Avec le ralentissement de la récession, ils fournissent les effectifs supplémentaires nécessaires à la prolongation de l'extraction du charbon dans certains puits.

Les dirigeants des Charbonnages sont «prévoyants» : ils ont planifié le recrutement des travailleurs marocains, ils se sont constitués une réserve de main d'œuvre au Maroc à laquelle ils font appel quand ils veulent, selon le bon vouloir du capitalisme français : certains travailleurs marocains ont été embauchés à la mine 3 ans après avoir été contactés par les recruteurs des Houillères. Les Marocains qui viennent travailler à la mine sont au chômage dans leur pays ou à la recherche d'un travail mieux rémunéré qu'ils espèrent trouver en France ! Pour les faire venir, les Houillères font des promesses sans rapport avec la réalité sur le travail, la paie, le logement, etc... Ils viennent d'un pays soumis à la domination impérialiste française. Au Maroc même, des sociétés françaises qui, possédaient des mines entières les ont fermées après avoir usé la santé de milliers de mineurs marocains et épuisé les gisements en exploitation.

(à suivre)

## programme

MARDI 2 DÉCEMBRE

TF 1  
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - QUOI, de qui ?  
21 h 30 - CES ANNEES-LA M. Droit (1951)  
22 h 20 - DE VIVE VOIX  
23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ECRAN : «Pamela» Débat : «L'énigme du Temple»  
22 h 45 - JOURNAL et fin

FR 3  
18 h 55 - FLASH JOURNAL  
19 h 00 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE le front des jeunes progressistes  
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX  
20 h 30 - LE RETOUR DE SABATA western  
22 h 10 - JOURNAL et fin

MERCREDI 3 DÉCEMBRE

TF 1  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - TOUS LES JOURS DE LA VIE  
22 h 00 - RECHERCHE D'UN HOMME  
23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - MANNIX  
21 h 30 - C'EST A DIRE  
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - FLASH JOURNAL  
20 h 30 - LES ORGUEILLEUX hommage à G. Philippe  
22 h 10 - JOURNAL et fin

## notre sélection télévision

L'émission «Les dossiers de l'écran», après des échecs successifs, soit que les téléspectateurs l'accusent de donner la parole à des fascistes, soit que des fascistes empêchent son déroulement, «Les dossiers de l'écran» se rangent donc dans un prudent sommeil.

André Jammot a reprogrammé l'éternel énigme de Louis XVII avec un film plus que médiocre, tourné en 44 et qui s'intitule «Pamela». Mardi soir on rediscutera pour la énième fois, à la télévision, pour savoir où est passé le fils de Capet. Plus intéressant, sur TF1, après les sarcasmes historiques de Michel Droit qui continuent, l'émission «De vive voix» à 22h20 doit traiter de la Résistance. C'est un sujet important. La façon dont le débat est axé, l'est aussi : les résistants sont-ils des hommes comme les autres ? Entendez la Résistance armée a-t-elle été de masse ?

## international

### PORTUGAL assemblée générale de la Lisnave tous en grève

*Camarades, l'état de siège décrété par la réaction, couvre un coup d'Etat fasciste en préparation. En ce moment, des dizaines d'officiers, de soldats progressistes sont emprisonnés, la répression va s'abattre.*

*La classe ouvrière, tous les travailleurs doivent se maintenir prêts. Nous devons arrêter les fascistes.*

*Ils disent qu'ils défendent la révolution mais ils répriment les organisations de soldats. Demain, ils vont se tourner contre nos libertés et contre les révolutionnaires, c'est le début de la répression.*

*Nous devons démasquer, isoler les traîtres qui veulent nous lier les mains.*

*Tous en grève totale !*

*Tous dans la rue,*

*Tous dans les casernes !*

## le FRAP juan carlos I, c'est francoll

*Dans un communiqué,*

*Le FRAP souligne que «l'indulto» est «une grâce dans le style de celles que Franco accordait et sûrement la même que celle qui devait servir de thème à l'année sainte. Il s'agit donc d'une sinistre farce qui est aussi la preuve évidente que Juan Carlos I est Franco II».*

*Le communiqué met en parallèle les quelques miettes de l'indulto avec le fait que les prisons continuent de s'emplier, les peines de s'aggraver et la répression de s'accroître. Il dénonce vigoureusement la politique des pays d'Europe capitalistes qui s'empressement de donner leur caution à cette pseudo-libéralisation : «Dans ce monde, chacun est libre de s'illusionner comme il le veut, et les forces conservatrices de l'Europe, qui désiraient trouver une solution rapide au «problème» de l'Espagne, veulent maintenant répandre l'illusion que, malgré tout, quelque chose a changé, réduisant ainsi le problème du fascisme en Espagne au cas «pathologique» de Franco comme ils l'avaient fait pour Hitler».*

*Dans le communiqué, le FRAP précise notamment com-*

*ment il envisage l'avenir de l'Espagne : «en Espagne la République est la seule forme qui puisse servir de contenant à la démocratie, une démocratie avec un contenu réel et non pas une simple étiquette. La République que le FRAP propose, étant donné la situation actuelle de l'Espagne devra être populaire et fédérative».*

### TIMOR-EST : LE FRETILIN PROCLAME L'INDEPENDANCE

Vendredi dernier, à Dili, capitale de l'ancienne colonie portugaise de Timor-Est, le FRETILIN (Front de Libération Nationale de Timor-Est) a proclamé unilatéralement l'indépendance. Aujourd'hui, le danger principal à Timor-Est demeure une intervention massive de l'Indonésie qui revendique ce territoire. Djakarta a affirmé que «pour le moment aucune intervention militaire indonésienne n'était envisagée». Mais la semaine dernière, la ville côtière d'Atabae, sur la côte-ouest, a été soumise à une attaque aérienne appuyée par un bombardement par la marine et un débarquement de troupes d'infanterie indonésiennes. Preuve que l'Indonésie n'a pas renoncé à ses visées sur Timor-Est et à sa volonté de lutter contre ses aspirations à l'indépendance.

### PORTUGAL : LES ARRESTATIONS SE MUTLIPLIENT

De nombreux officiers et soldats sont arrêtés au Portugal à la suite des récents événements. Devant cette remise au pas de l'armée, le PS crie victoire : «Le 25 novembre a été notre victoire militaire comme le 25 avril a été notre victoire électorale».

D'autre part, en guise de soutien au gouvernement en place, le PS compte organiser des obsèques publiques pour deux soldats des commandos d'Amadora (réactionnaires) morts durant l'assaut de la caserne de la police militaire. A ce propos, le chef du régiment d'Amadora a affirmé que «le régiment des commandos n'est pas encore satisfait. Il y a encore beaucoup de choses à faire, et nous sommes fermement décidés à aller jusqu'au bout». En fait, derrière ces propos, se cache la menace d'une politique plus ouvertement répressive vis-à-vis des masses portugaises.

### URSS/BULGARIE : COORDINATION DES PLANS

Un protocole sur les résultats de la coordination des plans entre les deux pays a été signé récemment. Ce protocole prévoit «la construction sur le territoire de l'URSS de nouveaux ouvrages de l'industrie du pétrole, du gaz, de l'extraction des minerais, de l'industrie sidérurgique, de la cellulose et du papier et de la production de matériaux de construction». D'après la presse soviétique.

La Bulgarie participe déjà à la construction en URSS d'usines de cellulose qui doivent approvisionner la Bulgarie, à des prix fixés par l'URSS. De même, la Bulgarie doit fournir des fonds pour la construction du gazoduc destiné à exporter le gaz soviétique vers les pays d'Europe occidentale.

40 000 ouvriers bulgares travaillent en Sibérie pour la réalisation des plans de mise en valeur de cette région de l'URSS.

De tels accords illustrent parfaitement ce qu'est la coopération au sein du COMECON : un instrument pour soumettre l'économie des pays de l'Europe de l'Est aux besoins de l'économie soviétique.

## ford en chine: le représentant d'un imperialism en declin

Depuis hier, Ford est à Pékin pour quatre jours. Il s'agit de la deuxième visite d'un président américain en Chine Populaire, depuis celle de Nixon en février 1972.

Il s'agissait, à cette époque, d'établir des relations diplomatiques entre les USA et la Chine Populaire sur des bases claires : «respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays, non-agression contre les autres pays, non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays, égalité et avantages réciproques ainsi que coexistence pacifique». Aujourd'hui, les relations diplomatiques ne sont toujours pas établies. Les USA n'ont respecté aucune de ces conditions.

### TAIWAN : LES USA CONTRE LE PEUPLE CHINOIS

Seule la lutte des peuples contre l'impérialisme américain peut briser la volonté de ce dernier d'être le gendarme du monde. Ainsi, les USA avaient été contraints, par la lutte du peuple chinois, de reconnaître «que les Chinois des deux côtés du détroit de Taïwan soutiennent tous qu'il n'y a qu'une Chine et que Taïwan fait partie de la Chine (...) et que l'objectif final est de retirer toutes les forces et installations militaires américaines de Taïwan». Les USA s'étaient donc engagés à évacuer leurs 8 600 hommes stationnés à Taïwan. Aujourd'hui, l'évacuation totale n'est toujours pas envisagée. Les USA s'accrochent, contre la volonté du peuple chinois, à Taïwan.

Taiwan représente, pour les USA, une de leurs dernières bases de présence dans cette région. Aussi ne veulent-ils pas l'évacuer, et ne le feront-ils que contraints et forcés, par le développement de la lutte du peuple chinois.

Par ailleurs, l'union Soviétique cherche à profiter du recul des USA dans cette région pour s'infiltrer à leur place. Aujourd'hui, l'Union Soviétique

est la seule à affirmer que «l'existence en fait de deux Chines est une réalité». Cette politique d'infiltration de l'Union Soviétique allant à l'encontre des peuples d'Asie, la Chine Populaire a contraint Nixon à affirmer : «les deux parties s'opposent l'une et l'autre aux efforts tentés par un autre Etat quelconque ou par un groupe d'Etats pour s'assurer l'hégémonie en Asie et dans le Pacifique».

Chou En-Laï affirmait à Nixon : «les temps progressent et le monde évolue. Nous avons la profonde conviction que la force du peuple est puissante et que (...) la tendance générale du monde, c'est, à n'en pas douter, de s'acheminer vers la lumière et non vers les ténébres».

Camille NOËL

Soldats US ? Soldats chinois ? Véritables soldats US en Chine, les troupes du régime de Taïwan.



## LIBAN RIEN N'EST REGLE



«Disons que j'ai été un catalyseur», déclare Couve de Murville en évoquant l'accord réalisé entre le président libanais choisi par les réactionnaires chrétiens et le premier ministre choisi par la bourgeoisie arabe.

Couve de Murville n'est pas pour grand-chose dans la réalisation d'un tel accord. Ce sont les masses arabes, chrétiennes ou musulmanes, qui en combattant contre les tentatives de partition du Liban menées par les phalanges ont imposé «la réconciliation nationale» prévue par l'accord.

Cet accord comporte deux clauses importantes. La première est une concession aux phalanges : elle prévoit des négociations avec la Résistance Palestinienne ; depuis le début, cela veut dire pour les phalanges, imposer à la Résistance une limitation de sa liberté d'action au Liban. L'autre répond aux vœux des masses libanaises en réaffirmant l'engagement arabe du Liban. Ces deux clauses portent sur le fond même des affrontements au Liban, la participation du Liban au combat contre le sionisme. Et par rapport à cela les deux clauses sont parfaitement contradictoires. L'une affirmant cet engagement, l'autre cherchant à limiter la liberté d'action de la Résistance, visant à l'inverse.

Sur l'essentiel, rien n'est

réglé. Les masses libanaises continueront leur combat contre les sionistes aux côtés de la Résistance, et devront briser les reins à toutes les tentatives réactionnaires pour stopper leur combat.

### attaques sionistes à Kafarkalla

Une unité israélienne a tenté de pénétrer à l'intérieur du village de Kafarkalla, au sud du Liban. Les sionistes ont dû reculer, avec 15 tués et plusieurs blessés. Un combattant du village a été tué. Son fils présent durant la bataille a raconté : «Pendant que je faisais la garde avec mes camarades, nous avons vu l'ennemi se diriger vers Kafarkalla ; à travers les «bombes éclairées» que l'ennemi lançait avant de pénétrer à Kafarkalla, nous avons vu 100 soldats arrivant par le nord du village, à travers une entrée qu'ils préparaient depuis des semaines. Nous avons tout de suite riposté. Nous avons vu des ambulances transporter les tués et les blessés. Mon père se trouvait dans une autre unité, au sud. Ils ont été attaqués par une centaine de soldats sionistes. Les soldats ont reculé face à la riposte. Pendant ce temps, une autre unité est intervenue, nous nous sommes battus contre elle, et dans cette bataille, mon père est mort.